



délibération n° B2025-28
du bureau syndical
Séance du 03 octobre 2025
Projet de restructuration de Ouest Charge

Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 10
Nombre de pouvoirs : 01
Nombre de votants : 11

Le trois octobre deux mille vingt-cinq, à dix heures, le Bureau du Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère, convoqué le vingt-six septembre deux mille vingt-cinq s'est réuni à QUIMPER au siège du SDEF, sous la présidence de M. Antoine COROLLEUR, Président du syndicat.

Etaient présents :

Secteur d'ABERS/IROISE :

- Antoine COROLLEUR (Plourin), pouvoir de Roger TALARMAIN (Plouguin)

Secteur du PAYS BIGOUDEN SUD

- Stéphane LE DOARE (Pont-l'Abbé)

Secteur du CAP SIZUN :

- René SOUBEN (Mahalon)

Secteur de CROZON-CHATEAULIN :

- Xavier BOREL (Le Faou)

Secteur de LANDERNEAU-LESNEVEN

- Jean-Yves QUERE (Ploudaniel),

Secteur de MORLAIX :

- François HAMON (Saint-Martin-des-Champs)

Secteur de QUIMPERLE/CONCARNEAU :

- Marie-José TOULLEC (Bannalec)

- Jacques RANNOU (Rospenden),

Secteur de QUIMPER :

- Hervé HERRY (Ergué-Gabéric),

- Thomas FEREC (Briec)

▪ **Services du SDEF :** Jacques MONFORT, Directeur, Emmanuel QUERE, Directeur adjoint, Christian HENAFF, Responsable du pôle administratif et comptable et Morgane BOULIERE, Responsable du pôle juridique

Excusés : Secteur d'ABERS/IROISE : Roger TALARMAIN (Plouguin), Secteur du CENTRE : Pierrot BELLEGUIC (Kergloff), Collège des EPCI : Pascal KERBOUL (Communauté de Lesneven Côte des Légendes), Secteur de LANDIVISIAU/HAUT LEON : Marie-Claire HENAFF (Saint-Vougay)

Est élu secrétaire de séance : Thomas FÉREC

Projet de restructuration de Ouest Charge

Délibération B2025-28

Le Président sollicite Jacques MONFORT, Directeur, pour présenter de projet de restructuration de Ouest Charge.

Il s'agit d'un dossier stratégique dans un contexte où les CRC encouragent les AODE à renforcer leurs coopérations à la maille régionale ou interrégionale, afin de gagner en efficacité et en lisibilité et faire des économies d'échelle pour aboutir à une viabilité économique de nos réseaux d'IRVE.

A ce stade il est proposé une structuration reposant sur la constitution d'une société publique locale et d'une société d'économie mixte, dont les moyens, ressources et achats seraient mutualisés au sein de groupements. La SPL « ouest charge », dont l'actionnariat serait détenu à 100 % par les AODE, pourrait intervenir sur le territoire de ses actionnaires pour exploiter et développer le réseau d'IRVE.

Bénéficiant d'une relation de quasi-régie avec ses actionnaires, la SPL ne serait pas mise en concurrence pour ces activités. La SEM « ma borne publique », dont l'actionnariat serait majoritairement détenu par des AODE à hauteur de 55%, par la CDC à hauteur de 40% et un éditeur de logiciel à hauteur de 5%. Cette SEML serait chargée d'une mission de développement et d'exploitation d'IRVE en dehors du périmètre actuel d'intervention des actionnaires, en répondant à des appels d'offres ou des AMI concurrentiels. Un GIE rassemblerait les moyens généraux de la SPL et la SEM membres, et un GE permettrait la mise en commun du personnel opérationnel de la SPL et la SEM. Un groupement de commandes mutualiserait les achats de la SPL et la SEM pour leurs propres besoins (achat d'énergie, logiciel de supervision, GMAO...).

Il est indispensable que la SPL Ouest Charge et la SEML puissent se doter d'un superviseur après consultation des éditeurs de logiciel avec un principe d'audition des différents postulants (pour l'outil de supervision et l'outil de GMAO). Car il est essentiel pour l'alliance ouest charge de pouvoir maîtriser la souveraineté des données et de ne pas être captif de tel ou tel opérateur. Il s'agit du point le plus stratégique qu'il est fondamental de maîtriser en interne afin de pouvoir l'imposer à nos différents prestataires et non l'inverse. A ce titre, il est proposé de donner un avis défavorable à faire rentrer au capital de la SEML un éditeur de logiciel comme proposé.

Concernant le personnel, il est proposé un organigramme constitué de sept responsables pour un montant de 515 000€/an sans la prise en compte des agents responsables des IRVE au niveau de chaque département pour la partie terrain. Pour le Finistère, une chargé d'affaires IRVE ne pourra pas être recrutée par le groupement d'employeur. A l'inverse, La chargée d'affaires pourrait être mise à disposition de la SPL pour le suivi opérationnel sur le terrain au niveau départemental. Les missions de proximité proches de terrain sont essentielles et doivent être prises en compte dans le modèle financier quitte à alléger la structure de direction constituée de sept responsables. Mais il est effectivement très important de dédier une personne chargée de la commercialisation, au marketing et à la communication, si nous souhaitons donner une véritable visibilité en ayant une démarche commerciale proactive et dynamique. Par ailleurs, pour maîtriser le SI et l'outil de supervision, il faudrait également recruter un informaticien capable de faire du développement, administrer le site internet...

Concernant la capitalisation de la SPL par les AODE, les besoins en fonds propres sont estimés à 2,2M€ répartis entre les AODE au prorata des bornes installées en 2031. Il serait préférable de retenir le nombre de bornes au 31 décembre 2025, ce qui semble plus réaliste et équitable, car les hypothèses des SDIRVE semblent beaucoup trop aléatoires.

Concernant le planning, si les décisions ne sont pas prises rapidement, le projet risque ensuite de prendre du retard du fait des élections municipales de mars 2026 et du renouvellement des instances respectives des différentes structure.

Enfin, le marché arrive à son terme fin septembre 2026.

Le Bureau, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- décide de sursoir à cette proposition de restructuration de Ouest charge, la décision définitive sera prise par les futurs élus à l'issue des échéances municipales.
- dit qu'il est nécessaire de relancer le marché ou prolonger le marché actuel pour une durée d'un an, et préparer la transition par groupements de commandes dans l'attente des décisions qui pourraient être prises au début du prochain mandat,
- mandate le président pour discuter avec les autres membres de l'alliance ouest charge. Ce point sera à nouveau présenté au prochain Bureau afin de rendre compte des échanges à intervenir.

Le 03 décembre 2025

Le Président du SDEF
Antoine COROLLEUR



Le secrétaire de séance
Thomas FEREC

